



SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (319.01).

Convention collective de travail particulière du 27 avril 2004 relative aux conditions de rémunération dans les offices de location sociale subventionnés

La présente convention collective de travail est conclue compte tenu de la modification de la description de compétence de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement (AR 13/12/2000 - MB 10/01/2001) et la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (AR 14/12/2001 - MB 15/01/2002), impliquant que les travailleurs et employeurs des « établissements et services qui offrent de l'hébergement et de l'aide à des groupes particuliers défavorisés d'un point de vue social » relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, et pour autant qu'ils soient subventionnés par la Communauté flamande en tant qu'office de location sociale, en vertu de l'arrêté royal du Gouvernement flamand du 6 février 2004 fixant les conditions d'agrément et de subvention des offices de location sociale (MB 16/03/2004), ou en vertu de la réglementation que ledit arrêté du gouvernement flamand adapte ou remplace.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Article 2

La convention collective de travail relative aux conditions de rémunération dans le secteur des soins aux handicapés et de l'assistance spéciale à la jeunesse, conclue le 1^{er} mars 1994 au sein de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 mars 1995 (Moniteur Belge du 22 avril 1995), s'applique, à l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail.

Article 3 - Barèmes

L'article 6 de ladite convention collective de travail est complété par les dispositions suivantes dans le tableau « Dénomination de la fonction - barème de référence - ancienneté - Conditions d'accès » :

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
07-06-2004	20-06-2004
	NR 71697 16131901

Offices de location sociale

	<i>Barème</i>	<i>Bar. anc. à partir de</i>	<i>Conditions minimales d'accès</i>
Coordinateur	B1a	21 ans	Diplôme de l'ens. sup. à orientation pédagogique, psychologique, infirmerie, paramédicale ou artistique. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme coordinateurs au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 1	B1c	21 ans	Diplôme de l'ens. sup. à orientation pédagogique, psychologique, infirmerie, paramédicale ou artistique. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 1 au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 2A	B2a	20 ans	Certificat de qualification de l'ens. technique secondaire sup. à orientation sociale, pédagogique, paramédicale ou artistique. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 2A au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 2B	B2b	20 ans	Certificat de qualification de l'ens. général secondaire sup. ou de l'ens. professionnel secondaire sup. et finalité spécifique dans les sciences humaines. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme personnel d'accompagnement (de locataires) Classe 2B au 30/04/2004 sont assimilés.
Collaborateur administratif Classe 1	A1	21 ans	Ens. technique sup. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme collaborateur administratif classe 1 au 30/04/2004 sont assimilés.
Collaborateur administratif Classe 2	A2	20 ans	Ens. secondaire Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme collaborateur administratif classe 2 au 30/04/2004 sont assimilés.
Collaborateur administratif Classe 3	A3	18 ans	Ens. secondaire inf. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme collaborateur administratif classe 3 au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel logistique classe 2	L2	20 ans	Ens. technique secondaire sup. Mesures transitoires : les membres du

			personnel désignés comme personnel logistique classe 2 au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel logistique classe 3	L3	18 ans	Ens. secondaire sup. professionnel ou 1 ^{er} degré ens. secondaire technique. Mesures transitoires : les membres du personnel désignés comme personnel logistique classe 3 au 30/04/2004 sont assimilés.
Personnel logistique classe 3	L4	18 ans	Pas de dispositions particulières

Article 4 - Fixation en euro

La convention collective de travail relative à la fixation en euros des barèmes salariaux et des montants variables avec l'indice applicables, conclue le 27 janvier 2003 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, s'applique aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail.

Article 5 - Ancienneté barémique

La convention collective de travail relative à la fixation de l'ancienneté barémique, conclue le 14 novembre 2000 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, s'applique aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail.

Article 6 - Allocation de fin d'année

La convention collective de travail octroyant une allocation de fin d'année, conclue le 1^{er} mars 1994 au sein de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, s'applique aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail.

Article 7 - Disposition transitoire

Les travailleurs individuels qui, à la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente convention collective de travail, bénéficient de régimes plus avantageux auprès de l'employeur chez qui ils sont occupés à cette date, les conservent jusqu'à la date de leur départ ou de leur pension.

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} mai 2004 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois, signifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN
HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
(319.01)

**Bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 27 april 2004
betreffende de loonvoorwaarden in de gesubsidieerde sociale
verhuurkantoren**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, rekening houdende met de gewijzigde bevoegdheidsomschrijving van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten (K.B. 13/12/2000 B.S. 10/01/2001) en het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap (K.B. 14/12/2001 B.S. 15/01/2002), waardoor de werknemers en de werkgevers van ondermeer "de inrichtingen en diensten die huisvesting en hulp bieden aan bijzondere maatschappelijk achtergestelde groepen", en die worden erkend en/of gesubsidieerd door de Vlaamse gemeenschap of door de Vlaamse gemeenschapscommissie, onder de bevoegdheid ressorteren van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, en voor zover zij gesubsidieerd zijn door de Vlaamse Gemeenschap als sociaal verhuurkantoor, krachtens het Besluit van de Vlaamse regering van 6 februari 2004 houdende bepaling van de erkennings- en subsidievoorwaarden van sociale verhuurkantoren (B.S. 16/03/2004), of krachtens de regelgeving die genoemd Besluit van de Vlaamse regering aanpast of vervangt.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2

De collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de loonvoorwaarden in de gehandicaptenzorg en de bijzondere jeugdzorg, gesloten op 1 maart 1994 in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 maart 1995 (Beigisch Staatsblad van 22 april 1995), is bij de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing op de werkgevers en werknemers vermeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

07-06-2004

28-06-2004

NR.

71697

160/31901
1.

Artikel 3 - Loonschalen

Aan artikel 6 van hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst worden volgende bepalingen toegevoegd in de tabel "functiebenamingen - referentieweddeschaal - anciënniteit - functievereisten":

Sociale verhuurkantoren

	<i>barema</i>	<i>bar.anc. vanaf</i>	<i>minimale toegangsvereisten</i>
coördinator	B1a	21j .	tenminste een HOBU-diploma met sociale, pedagogische, psychologische, verpleegkundige, paramedisch of artistieke oriëntatie Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als coördinator waren aangesteld worden gelijkgesteld.
(huurders)begeleider klasse 1	B1c	21j .	tenminste een HOBU-diploma met sociale, pedagogische, psychologische, verpleegkundige, paramedisch of artistieke oriëntatie Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als (huurders)begeleider klasse 1 waren aangesteld worden gelijkgesteld.
(huurders)begeleider klasse 2A	B2a	20j .	tenminste een kwalificatiegetuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs met sociale, pedagogische, paramedische of artistieke oriëntatie Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als (huurders)begeleider klasse 2A waren aangesteld worden gelijkgesteld.
(huurders)begeleider klasse 2B	B2b	20j .	tenminste een kwalificatiegetuigschrift van het hoger secundair algemeen vormend onderwijs of van het hoger secundair beroepsonderwijs met specifieke finaliteit in de menswetenschappelijke richting Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als (huurders)begeleider klasse 2B waren aangesteld worden gelijkgesteld.
administratief medewerker klasse 1	A1	21j .	tenminste hoger technisch onderwijs Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als administratief medewerker klasse 1 waren aangesteld worden gelijkgesteld.
administratief medewerker klasse 2	A2	20j .	tenminste middelbaar onderwijs Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als administratief medewerker klasse 2 waren aangesteld worden gelijkgesteld.
administratief medewerker klasse 3	A3	18j .	tenminste lager secundair onderwijs Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als administratief medewerker klasse 3 waren aangesteld worden gelijkgesteld.

logistiek personeel klasse 2	L2	20j .	tenminste hoger secundair technisch onderwijs Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als logistiek personeel klasse 2 waren aangesteld worden gelijkgesteld.
logistiek personeel klasse 3	L3	18j .	tenminste hoger secundair beroepsonderwijs of 1 ^{ste} graad secundair technisch onderwijs Overgangsmatregelen: personeelsleden die op 30/04/2004 als logistiek personeel klasse 3 waren aangesteld worden gelijkgesteld.
logistiek personeel klasse 4	L4	18j .	geen bijzondere bepalingen

Artikel 4 - Bepaling in euro

De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de bepaling in EURO van de van toepassing zijnde loonbarema's en de indexveranderlijke bedragen, gesloten op 27 januari 2003 in het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, is van toepassing op de werkgevers en de werknemers vermeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 5 - Baremieke anciënniteit

De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de vaststelling van de baremieke anciënniteit, gesloten op 14 november 2000 in het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, is van toepassing op de werkgevers en de werknemers vermeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6 - Eindejaarstoelage

De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage, gesloten op 1 maart 1994 in het paritair comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, is van toepassing op de werkgevers en de werknemers vermeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 7 - Overgangsbepaling

Individuele werknemers welke op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst gunstiger regelingen genieten bij de werkgever waarbij zij op deze datum tewerkgesteld zijn, blijven deze behouden tot op de datum van hun uitdiensttreding of pensioenstelling.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking met ingang van 1 mei 2004 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap.